

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 18 (2002)

Vorwort: Dossier sport ouvrier : introduction
Autor: Guex, Sébastien / Haver, Gianni / Tissot, Laurent

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DOSSIER SPORT OUVRIER : INTRODUCTION

SEBASTIEN GUEX, GIANNI HAVER, LAURENT TISSOT

L'histoire des sports est-elle sérieuse ? Poser cette question il y a quelques années encore en Suisse n'aurait soulevé chez les interlocuteurs que haussements d'épaules ou moues dubitatives. C'était chose sérieuse dès lors qu'elle était laissée aux candidats des jeux télévisés ou aux mémorialistes des podiums d'arrivée et des listes de records. Pendant longtemps, l'histoire des sports n'a assuré son existence que pour autant qu'elle alignait des noms de champions et d'exploits. Phénomène qui est loin d'avoir disparu, médiatisation oblige. Mais si sa simple évocation ne pouvait être utilisée que dans cette direction, c'est que, parallèlement, elle était absente des manuels, des leçons d'histoire données dans les écoles, des études historiques ou des revues. Sans tomber dans la recherche de coupables, l'histoire des sports a été laissée aux chroniqueurs de médaillés et aux chasseurs de records parce qu'elle n'était pas digne d'intérêt, ni même d'estime – ces sentiments allant souvent de pair – chez celles et ceux qui en auraient dû en être, en principe, les promoteurs.

Cette remarque ne se justifie pas seulement pour l'histoire du sport ouvrier. Elle trouve sa raison d'être dans d'autres domaines, que ce soit sur le plan de l'histoire économique, l'histoire politique ou l'histoire culturelle. Cette absence est-elle due au fait que les activités sportives représentaient peu d'attrait, comme le montrent les quelques articles réunis dans ces cahiers ? Activité bourgeoise par excellence, source de perversion idéologique ou d'égarement social, le sport, pour une partie du mouvement ouvrier suisse, abrutissait plus qu'il n'enrichissait, il fourvoyait plus qu'il ne guidait. Faut-il s'étonner que son histoire ait été délaissée ou négligée ? Certes non. En outre, l'urgence réclamait des investigations historiques dans d'autres domaines jugés plus vitaux et essentiels pour la compréhension du mouvement ouvrier. On privilégia d'abord tout ce qui pouvait immédiatement servir à la perception d'une conscience de classe et à son affermissement, à la construction d'une nouvelle société : les aspects strictement idéologiques d'orga-

nisation et de stratégie, les aspects sociaux liés aux niveaux de vie et aux luttes des classes, les aspects politiques saisissant le degré de militantisme et d'intégration ainsi que toutes les considérations portées sur la vie ouvrière qui se focalisèrent sur l'éducation, la formation, l'accès à des occupations associées à une « élévation » de la classe ouvrière. Dans ce cadre, le sport ne pouvait que trouver difficilement une place.

Indifférence ou méfiance du mouvement ouvrier, urgence d'autres tâches, ces réponses restent tout de même insatisfaisantes. Comme en matière idéologique ou politique, l'attitude du mouvement ouvrier vis-à-vis du sport se décline au pluriel. Rejeté dans sa forme et son expression bourgeoises, le sport est avidement intégré par nombre d'associations ouvrières qui en voient tout le bénéfice pour autant que certaines conditions y soient réunies concernant le type d'activité, la finalité de la pratique, le cadre d'action. Si l'esprit de compétition a représenté le handicap le plus lourd à une adhésion généralisée et affirmée, d'importantes franges du mouvement ouvrier ont pu voir dans le sport, et ce précocement, des opportunités qui en favorisaient sa diffusion et sa pratique : affermissement des liens, séduction des jeunes générations, promotion des idéaux socialistes, régénération physique, concurrence du monde bourgeois se conjuguaient pour justifier sa présence. On a fait le ménage dans ce qui apparaissait comme un univers nouveau au regard non seulement du monde ouvrier, mais de la société toute entière. Faut-il en déduire que, en la matière, cette tendance a été, en Suisse, plus lente qu'ailleurs eu égard aux spécificités du pays en matière culturelle, politique, sociale et institutionnelle ? La question est encore ouverte. On connaît l'importance des influences germaniques et italiennes dans l'émergence du mouvement ouvrier suisse, la force des sociabilités qui les accompagnaient, mais aussi, pour le cas allemand, l'héritage des Turnvereine dans l'affirmation des sensibilités. Nul doute à cet égard que ces imprégnations sportives ont rapidement marqué les composantes suisses, par imitation, mais par pression aussi. Même si les initiatives proprement helvétiques n'ont pas manqué en la matière, l'arrivée de nouvelles mains-d'œuvre a favorisé l'essor des activités sportives, non seulement pour leur permettre une plus rapide insertion dans la communauté d'accueil, mais également par souci d'affirmation identitaire, ouvrière ou nationale.

Les réponses sont encore insatisfaisantes sous un autre ordre. Elles ne tiennent pas compte de la richesse des comportements individuels qui, loin de se soumettre aux injonctions d'organisations, même puissantes, pouvaient conjuguer une stricte adhésion politique et idéologique à des évasions épisodiques vers la jouissance d'autres activités, fussent-elles sportives et éloignées de l'univers du parti ou du syndicat. La mainmise associative n'a pas totalement recouvert les

espaces de vie. Nier les marges de manœuvre en la matière serait nier la réalité des faits. Sous l'emprise du paternalisme patronal, les ouvriers de nombreuses entreprises ont été, par exemple, initiés au football par l'entremise d'ingénieurs ou de contremaîtres dont les connaissances sportives avaient été acquises durant leurs années d'études au contact de collègues étrangers ou de stages à l'extérieur. Les frontières sociales et politiques peuvent devenir floues dès lors qu'on partage la même passion, qu'on ressent les mêmes émotions ou qu'on... manque d'équipiers. L'institutionnalisation du sport en Suisse a reposé, en partie, sur la garantie d'une masse critique qui ne pouvait être trouvée qu'en gommant ces barrières¹. C'est également le cas de la figure du champion qui, en révélant son aptitude personnelle et en forçant l'admiration des couches de population éloignées de son univers quotidien, fait adhérer son environnement social à la reconnaissance d'une existence pleine et entière².

La diversité des traits repérables dans le monde ouvrier suisse donne à son inclinaison sportive une touche très éclectique qui en fait sa richesse, mais aussi sa complexité. Revendiquer l'existence de sports proprement ouvriers doit tenir compte de cette diversité d'ancrages. Par exemple, l'essor du SATUS se lit indiscutablement comme l'affirmation d'une « contre-culture » sportive, mais il n'élimine pas pour autant l'existence d'autres espaces qui ont été investis par les ouvriers et ouvrières, à l'insu ou en marge de ce que pouvaient offrir les organisations politiques ou syndicales. Le danger était perceptible par ces dernières, mais elles se sont heurtées à la diversité et la parcellisation de la structure du tissu économique et social suisse. Tout ceci a contribué à habiliter le sport comme une activité sérieuse au sein du mouvement ouvrier et dont la puissance de séduction s'est matérialisée par la création de mouvements très homogènes et très organisés, assurant les moyens aux objectifs fixés. Elle s'est également traduite par l'insertion de nombreux ouvriers dans des filières déjà établies, pouvant mêler des populations d'origines sociales, culturelles et nationales différentes. Il n'est pas sûr que, dans ce cadre, les éléments « ouvriers » ne furent pas les moins actifs.

Par ailleurs, en Suisse comme dans la plupart des pays européens, la période à cheval entre le XIX^e et le XX^e siècle est marquée par l'opposition entre la gymnastique et les sports d'origine anglaise. Cet antagonisme qui a plus généralement caractérisé les débats sur l'activité physique n'épargne pas le mouvement ouvrier. Liée à des aspirations de revanche nationale et de « régénération de la race », la

¹ Cf. à ce propos *Sports en formes. Acteurs, contextes et dynamiques d'institutionnalisation*, sous la direction de Christophe Jaccoud et Thomas Busset. Lausanne, Antipodes, 2001.

² Le cas du ski est, à cet égard, particulièrement éclairant. Cf. Anne Philipona Romanens, *Le développement du ski dans le canton de Fribourg*, Fribourg, 1999.

gymnastique traîne avec elle toute une tradition et une iconographie d'inspiration patriotique et militaire. Néanmoins, ses caractères liés à la santé et à l'hygiène font en sorte qu'elle sera adoptée par le mouvement ouvrier européen. Ainsi, au tournant du siècle se fondent des associations faïtières nationales – comme l'Union des Gymnastes Ouvriers en Allemagne (1893) et la Fédération Sportive et Athlétique Socialiste en France (1908) – qui ne tarderont pas à se fédérer au niveau international. À cet égard il est intéressant de remarquer qu'en Suisse une organisation nationale de gymnastique ouvrière est créée déjà en 1874. Il s'agit du Schweizerischer Grütliturnverein³, qui est inventoriée par Arnd Krüger comme la première association de ce genre fondée dans le monde⁴. Nous l'avons dit, les sports anglo-saxons semblent avoir été accueillis avec davantage de méfiance, leurs aspects de confrontation et de compétition les rendant peu conformes aux idéaux socialistes. Le sport prendra pourtant de plus en plus de place dans le mouvement ouvrier : est-il imposé par l'extension de sa pratique chez les militants ? C'est là une hypothèse qu'on pourrait formuler après la lecture des travaux de ce dossier.

Le sport ouvrier se développe en parallèle et en dehors du sport bourgeois avec ses compétitions, ses associations, ses rencontres, ses Jeux Olympiques. La première Olympiade ouvrière a lieu à Francfort en 1925, elle est organisée par l'Internationale Sportive Ouvrière Socialiste d'obédience social-démocrate. Celle-ci est née en 1913 mais son activité est suspendue à la suite de la Première Guerre mondiale. Relancée en Suisse (1920), elle portera pendant des années le nom d'« Internationale de Lucerne ». Quant aux communistes, ils organisent dès 1921 des « Spartakiades » qui vont prendre avec l'édition de Moscou en 1928 une grande envergure.

Nonobstant le fait que la Suisse semble avoir joué un rôle important dans l'histoire du sport ouvrier, l'historiographie nationale sur ce secteur est pratiquement inexistante. Les recherches sont à leurs débuts et sont loin d'égalier en quantité les travaux publiés dans les pays voisins. Il est révélateur que l'ouvrage *Les origines du sport ouvrier en Europe*, dirigé par Pierre Arnaud en 1994, ne comporte aucun article sur la Suisse. La même remarque peut être faite sur le collectif dirigé par Arnd Krüger et James Riordan, *The Story of Worker Sport*. Pourtant, dans un tableau de ce même ouvrage⁵, on est étonné de trouver la Suisse en quatrième position quant au nombre de membres des organisations

³ Hans Ulrich Jost, « Leibeserziehung und Sport im Rahmen des Vereinswesens der Schweiz », in *Traverse* n° 3, *La sociabilité sportive / Sportgeselligkeit*, 1998, p. 36.

⁴ Arnd Krüger, « Worker Sport Around the World », in Arnd Krüger, James Riordan, *The Story of Worker Sport*, Leeds, Human Kinetics, 1996, p. 179.

⁵ *ibid.*, p. 171

sportives ouvrières (en chiffres absolus) après l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Selon ce tableau, la Confédération comptait en 1931 21 624 sportifs ouvriers répartis entre 289 associations⁶. En Suisse, après les travaux pionniers de Burgener et Pieth⁷, on assiste à une augmentation relative de l'intérêt pour l'histoire du sport qui s'est traduit par la sortie d'un numéro thématique de la revue *Traverse* et la parution en Suisse romande de deux ouvrages collectifs aux éditions Antipodes⁸. Le sport ouvrier n'y est néanmoins que peu abordé.

De manière générale, et le numéro qu'on va lire ne fait pas exception, l'historiographie, en particulier l'historiographie suisse, consacrée au sport ouvrier est dominée par une approche, celle qui se focalise sur ce qu'il conviendrait peut-être mieux d'appeler, à des fins de clarification, le « mouvement sportif ouvrier »⁹. En d'autres termes, la recherche a privilégié, jusqu'à maintenant, l'étude des associations sportives constituées, créées par ou dans l'orbite du mouvement ouvrier organisé et conçues dans une optique plus ou moins militante.

Cette approche a débouché sur des résultats très intéressants, qui ont considérablement enrichi notre compréhension à la fois de l'histoire du mouvement ouvrier et de celle du sport. Mais elle n'épuise pas, loin s'en faut, une problématique qui nous semble receler maintes pistes de recherche peu ou pas encore explorées. Prenons un exemple. L'attitude du monde patronal et, plus largement, des milieux dominants, à l'égard du mouvement sportif ouvrier ou de la pratique sportive parmi les salarié-e-s reste encore très largement méconnue. Pourtant, tout laisse penser que leur intérêt a rapidement crû, surtout après la violente crise sociale et politique qui secoue l'Europe à l'issue de la Première Guerre mondiale et après l'introduction dans de nombreux pays industrialisés, autour de 1919, de la semaine de travail de 48 heures qui accroissait sensiblement le temps que les salarié-e-s pouvaient consacrer à leurs loisirs ou à... leurs activités politiques. Les quelques bribes de connaissance que l'on possède quant aux préoccupations récurrentes et parfois angoissées qu'expriment tout au long des années 1920 un Pierre de Coubertin ou un Frantz Reichel, secrétaire général du Comité Olympique Français, quant aux moyens, par le biais du sport, de combattre le mouvement ouvrier, notamment ses composantes les plus radicales, et de pacifier les conflits

⁶ La source originale est *Beckmann's Sport Lexicon*, Vienne, Beckmann, 1933.

⁷ Louis Burgener, *Sport Schweiz. Geschichte und Gegenwart*, Derendingen-Sotothurn, Habegger, 1974 et Fritz Pieth, *Sport in der Schweiz. Sein Weg in die Gegenwart*, Olten / Freiburg im Breisgau, Walter Verlag, 1979.

⁸ Christophe Jaccoud, Laurent Tissot et Yves Pedrazzini, *Sports en Suisse. Traditions, transitions et transformations*, Lausanne, Antipodes, 2000 et l'ouvrage déjà cité de Christophe Jaccoud et Thomas Busset.

⁹ Cf. Pierre Arnaud, « Introduction. Sportifs de tous les pays... ! », in P. Arnaud (dir.), *Les origines du sport ouvrier en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 18.

de classe, en témoignent avec éloquence¹⁰. Mais comment les pouvoirs politiques ou religieux ont-ils (ré)agi ? Au-delà des discours, quelles actions concrètes ont-elles été entreprises sur le plan politique, social, institutionnel et financier ? À côté des dispositions bien connues, d'ordre social ou culturel (création de commissions d'entreprise, de caisses de retraite, de journaux d'entreprises, etc.), que de nombreux patrons ont adoptées afin d'intégrer et de discipliner leur main-d'œuvre, dans quelle mesure ont-ils également misé sur le sport ? Ont-ils mis au service de leurs salarié-e-s des infrastructures sportives ? Ont-ils créé des clubs sportifs d'entreprise se livrant à une compétition spécifique entre eux, se sont-ils lancés dans le financement d'équipes locales ou régionales ? Bref, a-t-il existé une véritable politique patronale en matière de sport ? Et si oui, peut-on distinguer, au long du XX^e siècle, des tournants, des ruptures, des phases d'accélération ou au contraire de régression dans cette politique, ou s'agit-il d'un mouvement plutôt linéaire¹¹ ?

Répétons-le, les questions énumérées ci-dessus ne constituent que quelques exemples parmi beaucoup d'autres. La liste des problèmes soulevés par l'histoire du sport ouvrier est considérablement plus longue. Le fonds AEHMO, déposé à la Bibliothèque cantonale et universitaire du canton de Vaud, comporte plusieurs dossiers¹² qui pourraient servir de point de départ pour en aborder certains aspects.

¹⁰ Cf. Patrice Cholley, *Pierre de Coubertin. La deuxième croisade*, Lausanne, Comité International Olympique, 1996, pp. 163-175.

¹¹ On trouvera quelques ébauches de réponse à ces questions dans le travail de Michael Greiter, *Le sport d'entreprise suisse illustré par trois cas d'étude : Bobst, Nestlé, UBS*, Lausanne, mémoire de licence de l'Université de Lausanne présenté chez le prof. F. Jequier, 2001.

¹² Notamment le dossier sur l'ISR dans le Fonds Depierraz.